

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel à concurrence est ouvert aux courtiers d'assurance, afin d'en sélectionner un qui va l'accompagner dans la mise en place de son projet de couverture assurance maladie complémentaire de ses adhérents ainsi que leurs familles à charge.

La relation contractuelle avec le courtier retenu sera formalisée sous forme d'un contrat de droit commun reprenant les engagements des deux parties tels qu'explicités dans la présente consultation et faisant fois également d'un mandat de placement et de gestion de la police d'assurance au profit de la Fondation.

Les courtiers d'assurance sont donc invités à fournir toutes les informations demandées en vue d'éclairer et d'accompagner la Fondation sur leur capacité à réaliser, dans les conditions optimales, les missions citées ci-dessous :

- ✓ Accompagner et assister la Fondation dans la mise en œuvre du contrat ;
- ✓ Assister la fondation dans le cas d'élargissement ou modification du contrat, le cas échéants ;
- ✓ Assurer une gestion rigoureuse des contrats et sinistres qui en découlent ;
- ✓ Assurer un reportings périodique et régulier à la Fondation comportant les informations relatives à cette gestion (statistiques des sinistres, coûts, suivi des remboursements, etc. Il y a lieu de proposer un tableau de bord avec une périodicité à fixer;
- ✓ Etablir et gérer le planning des réunions : préparer les réunions, y assister, en établir les comptes rendus, en assurer le suivi et y défendre les intérêts de la Fondation;
- ✓ Mise à la disposition de la fondation d'un chargé de compte expérimenté (la fondation se réserve le droit de valider le profil choisi) ;
- ✓ Mettre à la disposition de la fondation l'accès direct, exhaustif et permanent à toutes les données constituées et à constituer dans le cadre de la gestion des contrats ;
- ✓ Répondre favorablement aux nouveaux besoins exprimés par la fondation ultérieurement et qui ne rentre pas dans les points précités ;
- ✓ Assurer le suivi jusqu'au remboursement avec le respect des délais tels qu'ils seront précisés dans le contrat.

Le courtier candidat à la présente consultation déclare être un professionnel en matière de conseil et de courtage en assurances et s'engage à se conformer en tous points à la législation en vigueur pour accomplir la mission qui lui est confiée dans les règles de l'art de la profession.



La rémunération du courtier retenu sera sous forme de commissions servies par les assurances dont la gestion lui est ou lui sera confiée, notamment la compagnie adjudicataire de la couverture maladie complémentaire des adhérents de la fondation, et ce en cas de réalisation des prestations à la charge du courtier conformément au présent cahier des charges. En cas de non réalisation, ne serait-ce que d'une partie du cahier des charges, le courtier n'aura droit à aucune rémunération.

ARTICLE 2 : DELAI POUR LE DEPOT DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier présenté par chaque candidat est mis dans un pli fermé et cacheté,

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer, leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception à la Fondation Hassan II pour la promotion des œuvres sociales au profit du personnel du secteur public de la santé, Service des Achats et de la Logistique -4ème étage-, 44, Boulevard Omar Ibn Al khattab, AGDAL - RABAT.
 - Soit les déposer contre récépissé au bureau précité.
- Le délai pour la réception des offres est fixé au plus tard le 21/10/2025 à 16h00mn;
 - Le nom et l'adresse postale du candidat devront figurer clairement sur l'enveloppe ;
 - Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne seront pas admis.

ARTICLE 3 : LES PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE LA SOUMISSION

- a- La présente consultation paraphée sur toutes les pages et signée sur la dernière page ;
- b- Une note de présentation de la société qui doit faire ressortir l'identité du courtier d'assurance (raison sociale, forme juridique, capital social, date de création de la Société, principaux actionnaires ou Société mère, adresse complète et coordonnées (téléphones, fax, adresses mail, site, etc....), ses identifiants fiscaux et sociaux, ses domaines d'activités ;
- c- Déclaration sur l'honneur dûment signée et cachetée, faisant ressortir la qualité du signataire et attestant la conformité et l'exactitude des informations communiquées (modèle en annexe);
- d- Registre de commerce modèle 9 ;
- e- Attestation fiscale datant de moins d'un an ;
- f- Attestation de la CNSS datant de moins d'un an ;



- g- Pièce(s) justifiant les pouvoirs du signataire ;
- h- Engagement dûment signé sur la disponibilité du courtier à assister la Fondation 24h/24 et 7j/7 et sur un passage à raison de deux fois par semaine sur les sites où sont représentées la Fondation et le courtier ;
- i- Attestation du chiffre d'affaires réalisé au Maroc de la dernière année (2024) Commission TTC délivrée par le commissaire aux comptes et portant son cachet ;
- j- Nombre de contrats gérés ;
- k- Couverture géographique ;
- l- Description de l'organisation du Candidat ;
- m- Description du Système d'Information du Candidat avec présentation des CV des principaux Cadres dirigeants ;
- n- Montant garanti au titre de l'Assurance Responsabilité Civile Professionnelle au titre de l'exercice 2024 ;
- o- Références du Courtier dans des projets similaires durant les 3 dernières années à la présente ;
- p- Descriptif des prestations que le courtier compte offrir dans le cadre du présent mandat : (offre détaillée décrivant les différents processus intervenant dans le présent mandat ainsi que ceux relatifs au suivi ou à toute demande d'information ou d'intervention ainsi que toute prestation complémentaire offerte dans le cadre de l'objet de la présente ;
- q- Prestations supplémentaires offertes dans le cadre de la gestion du contrat ;
- r- Equipe dédiée à la gestion du présent mandat (nombre et qualifications) ;
- s- CV de l'interlocuteur principal, hors DG, qui sera impliqué au quotidien dans la gestion et le suivi des contrats.
- t- Une copie certifiée conforme de l'agrément d'intermédiaire d'assurance en cours de validité.

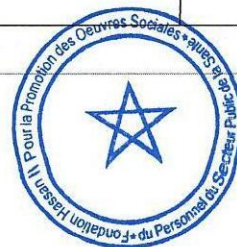
Une caution de garantie de bonne exécution d'un montant de 60 000,00 dhs (Soixante mille dirhams) sera exigée par la Fondation lors de la signature du contrat avec le courtier adjudicataire. Cette caution sera remise au courtier à la fin du contrat et après réception des prestations du courtier.



ARTICLE 4 : CRITERES DE SELECTION

Les candidatures seront examinées et évaluées. Il sera tenu compte de l'analyse des données constituant le dossier de soumission concernant chaque candidat et, plus particulièrement de l'expérience du candidat en matière d'assurances, de ses moyens humains et techniques ainsi que de ses références antérieures. La Fondation Sélectionnera le candidat sur la base des critères suivants :

Critères	Note
Ancienneté et Expérience du candidat en matière d'assurance (Statut de création) <ul style="list-style-type: none">- Ancienneté inférieure ou égale à 5 ans 0 point- Ancienneté comprise entre 5 ans et 10 ans 02 points- Ancienneté entre 10 et 20 ans 03 points- Ancienneté supérieure à 20 ans 05 points	05 points
Organisation et système d'information : <ul style="list-style-type: none">- Certifié ISO 9001 et système d'information propre : 5 points ;- Système d'information propre au courtier : 5 points ;- Procédures métier formalisées : 3 points (ce critère n'est pris en considération que lorsque le courtier n'est pas certifié ISO 9001)	10 points
Moyens humains (qualité et expertise des Dirigeants et des Interlocuteurs principaux du Courtier) : <ul style="list-style-type: none">- Nombre total de cadre compétent dans le domaine objet du contrat 7,5 points- diplômes 5 points- nombre d'années d'expérience dans le domaine 7,5 Points <p>Le concurrent qui donne l'offre la plus avantageuse aura la note maximum les autres notes seront calculées au prorata</p>	20 points
Couverture géographique : <p>Le concurrent qui donne le nombre le plus élevé de représentations régionales aura la note maximale, les notes des autres concurrents seront calculées au prorata.</p>	20 points
Importance du Chiffre d'Affaires consolidé 2024 (commissions TTC = X) <ul style="list-style-type: none">- $x \leq 50.000.000$ DH 0 point- $50.000.000 \text{ DH} < x \leq 80.000.000 \text{ DH}$ 05 points- $x > 80.000.000 \text{ DH}$ 10 points	10 points
Références du candidat dans des projets similaires à l'objet de la présente durant les 3 dernières années : <ul style="list-style-type: none">- 1 point par contrat géré avec un maximum de 10 points	10 points



Assurances Responsabilité Civile Professionnelle au 1^{er} Janvier 2025 pour des capitaux : 1.000.000 DH $\leq x <$ 10.000.000 DH 01 point 10.000.000 DH $< x \leq$ 15.000.000 DH 03 points >15.000.000 DH 05 points	5 points
Prestations offertes dans le cadre de la gestion des contrats objets de la consultation : - Pertinentes (conformes au cahier des charges en proposant des services supplémentaires gratuits) : 20 points - Conformes en tous points au cahier des charges) : 10 points - Non conformes aux exigences du cahier des charges : 0 point	20 points

N.B : Le courtier à retenir sera celui qui obtiendra la meilleure note globale.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU COURTIER

5.1 - Conseil et assistance :

5.1.1 Nature de l'intervention du courtier

Le Courtier, en sa qualité de professionnel, assurera, au bénéfice de son Mandat, le devoir de conseil et d'assistance auquel il est tenu, dans tous les domaines touchant, directement ou indirectement, à la couverture des risques par la voie de l'assurance.

5.1.2 Etendue du mandat

a) La gestion :

- Administrative,
- Technique,
- Prévention.

b) L'information :

- Information obligatoire du mandant sur l'évolution législative, réglementaire, susceptible d'influencer les garanties souscrites ou les risques assurés,
- Information du mandant sur toute évolution du marché et des possibilités de couverture qui peuvent être proposées.



5.2 Gestion administrative et technique des polices d'Assurance :

5.2.1 Objet :

La gestion administrative et technique de la police a pour objet de maintenir les garanties et les adapter à l'évolution de la Fondation et de leurs besoins.

Le Courtier devra s'entourer d'informations usuelles relatives à la nature et à l'étendue des risques assurés, afin de pouvoir satisfaire aux demandes émanant des assureurs.

Le Courtier organisera et participera aux rencontres, demandées par le Mandant et/ou les assureurs.

5.2.2 Paiement des primes :

Le Courtier transmettra, au fur et à mesure des échéances, les appels de prime au Mandant. Il en suivra le bon règlement, et au besoin se chargera des rappels utiles et interviendra par tout moyen, en cas de retard de règlement, de manière à éviter la suspension ou la résiliation des polices d'assurance pour non-paiement des primes.

Il s'engage à transmettre sans délai le montant des primes reçues du Mandant aux assureurs et les reçus et quittances de primes au Mandant.

Il adressera au Mandant, avant la fin de chaque exercice civil, un état des échéances et le montant de chaque prime, réel ou évalué selon les cas.

Le courtier s'engage à gérer le mode de règlement des primes et de remboursement. A cet effet, il doit offrir toutes les facilités pour le calcul des parts des primes, ristournes, surprimes et des montants de remboursement de la réparation des dommages.

5.2.3 Modalités de mise à jour :

Les modalités de gestion concernant l'actualisation de la police sont définies ci-après d'une manière non exhaustive :

a) Révision périodique :

L'actualisation des polices sera effectuée au minimum à chaque échéance annuelle, à l'initiative et sous la responsabilité du Courtier, après accord du Mandant, qui devra préciser clairement à ce dernier, les éléments d'information nécessaires au maintien de l'efficacité des garanties. La procédure à mettre en œuvre sera établie, suivant une méthodologie proposée par le Courtier et adaptée à la Fondation, et à la nature des garanties et aux dispositions contractuelles du contrat et des polices.



b) Modifications en cours d'année :

Les modifications éventuelles, en cours d'année seront effectuées par le Courtier, sur la base des informations fournies par le Mandant.

Il appartiendra toutefois au Courtier de préciser clairement au Mandant, dès la prise d'effet de la police, quelles sont les évolutions susceptibles de rendre nécessaire une modification en cours d'année.

5.2.4 Documents :

Le Courtier est responsable du contenu des documents contractuels remis au Mandant et/ou à ses préposés, notamment :

- Texte des notes de couvertures et des polices ;
- Attestations d'assurance ;
- Appels des primes ;
- Notices d'information ;
- Quittances de primes de l'assureur ;
- Autres documents contractuels, légaux ou d'usage.

Ceux-ci doivent être conformes aux conditions des polices et à la réglementation en vigueur.

5.3 Statistiques :

- Le Courtier s'engage à fournir au Mandant, sans délais, à sa demande et au minimum quatre fois par an, les éléments de statistiques qu'il détiendra ou qu'il se procurera auprès des assureurs, toutes les informations nécessaires et celles demandées :
- Aux négociations avec les assureurs ;
- Aux actions visant à améliorer les risques que le Mandant entendrait de mener ;
- Un rapport de l'évolution du marché marocain des assurances annuelles est à prévoir (tenant compte de l'évolution des chiffres d'affaires des compagnies, des plus grands placements de l'année, des grands ratios financier du marché et des compagnies) etc.

ARTICLE 6 : DUREE DU MANDAT – RESILIATION

Le mandat s'appliquera depuis de sa notification au courtier jusqu'à l'extinction de la période de mise en jeu possible des garanties souscrites.

La durée du mandat est d'une année, renouvelable tacitement d'année en année sans que sa durée totale ne puisse dépasser trois (03) ans :

Toutefois, le Mandant peut renouveler le Mandat au-delà de cette période si les circonstances le justifient.



Il peut être mis fin au mandat du courtier par La Fondation sans préavis notamment en cas d'inexécution ou mauvaise exécution par le Courtier des prestations prévues dans le mandat, de ses engagements réglementaires et celles prévues dans les polices et les contrats avec les assureurs.

Le courtier peut mettre fin au mandat avec préavis de 6 mois.

La résiliation se fera sur la base d'un écrit adressé par l'une des deux parties à l'autre partie avec accusé de réception. Le délai de préavis commencera à courir à partir de la date mentionnée dans l'écrit.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE - SECRET PROFESSIONNEL

Le Courtier s'engage à conserver strictement confidentielles toutes informations ou documents relatifs à la Fondation et ses préposés, auxquelles il aurait pu avoir accès dans le cadre de sa mission objet de la présente ou dont il aurait connaissance à l'occasion de son mandat, et prendra les mesures nécessaires à l'égard de son personnel pour que cette obligation de confidentialité soit respectée.

A cet effet, toute personne relevant du courtier qui, dans l'exercice de ses fonctions, aurait connaissance de données à caractère personnel traitées, est tenue de respecter le secret professionnel même après avoir cessé d'exercer ses fonctions, dans les termes prévus par la loi pénale. Ces dispositions n'exemptent pas de l'obligation de fournir des informations, conformément aux dispositions légales applicables aux fichiers en cause ou conformément à la législation de droit commun.

L'obligation de confidentialité continuera après expiration du mandat conformément aux présentes, aussi longtemps que lesdites informations ne seront pas tombées dans le domaine public ou dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication des données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le courtier est tenu aux obligations de sécurité, de confidentialité et de secret professionnel imposées à la Fondation et incombant également au courtier, en application des articles 23 et 26 de la loi N° 09-08 promulguée par le Dahir N° 1-09-15 du 22 Safar 1430.

ARTICLE 8: RESPONSABILITE DU COURTIER

Le courtier reconnaît qu'en cas de non-respect des obligations susvisées :

- Sa responsabilité est susceptible d'être engagée sur la base du code pénal marocain ;
- Il sera tenu responsable envers la Fondation des conséquences dommageables causées par ce manquement, ainsi qu'au versement de réparations pour le préjudice subi ;
- Constitue une cause de résiliation du mandat.



ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE, GROUPEMENT

Le courtier ne pourra sous-traiter l'exécution de toute ou partie des prestations objet de la présente.

Il n'est pas permis de présenter des offres sous forme de groupement .

ARTICLE 10 : REVERSIBILITE


Dès l'achèvement du mandat, pour quelque raison que ce soit, le courtier procède à la restitution à la Fondation et à la convenance de celle-ci, de l'ensemble des informations qui lui auraient été transmises ou dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet de la présente, ainsi que de leurs copies éventuelles, soit à leur destruction ou leur anonymisation, tout en apportant la preuve de celle-ci à la Fondation. Les actions de coopérations déjà engagées continueront jusqu'à leur terme.





Appel à concurrence N° 03/2025/FH2S

la sélection d'un courtier d'assurance chargé du conseil, d'étude, du placement et de la gestion des polices d'assurances maladie complémentaire à l'AMO au profit des adhérents de la Fondation Hassan II pour la Promotion des Œuvres Sociales au profit du Personnel du Secteur Public de la Santé ainsi que leurs familles à charge.

Concurrent	La fondation (Mandant)
<p>Nom :</p> <p>Prénom :</p> <p>Mention manuscrite (Lu et accepté)</p> <p>Signature :</p> <p>Fait à Le :</p>	<p></p> <p><i>Benhim</i> Président de la Fondation Hassan II pour La Promotion des Œuvres Sociales au Profit du Personnel du Secteur Public de la Santé</p> <p>03 OCT. 2025</p> <p>Rabat le :</p>